



DOSSIER PÉDAGOGIQUE VOICES OF AFRICA



JM Wallonie - Bruxelles



POLYPHONIE - DANSE – Afrique du Sud

Voices of Africa

Polyphonies des townships d'Afrique du Sud

Trois femmes et trois hommes qui chantent a cappella la résistance et la contestation, l'histoire de leur pays et donc de l'apartheid, de Soweto et ses émeutes à Mandela et son destin providentiel. Six voix d'Afrique du Sud au timbre tout-puissant, qui invoquent les esprits et communiquent avec leurs ancêtres.



Fondé en 2009 dans un township à Port Elizabeth, Voices of Africa n'est pas seulement l'ambassadeur de la culture sud-africaine : c'est également un instrument pour susciter la réflexion, éveiller les consciences à tout ce qui opprime, écrase et asservit. Par la polyphonie, la danse et les clappements de mains, ces six musiciens redonnent de l'âme à une Afrique (du Sud) endolorie par un demi-siècle d'oppression.

Tel un écho à ces temps révolus d'esclavage, leurs "negro spirituals" rappellent que l'espoir, l'amour et la foi s'avèrent autant de remèdes à la domination et la misère humaine. On les écoute et les admire comme si ces chants et danses fortifiaient notre cœur. Plus qu'une prière : une leçon de vie.

Nomandla Hallam - Resistance Maziwisa - Sibusiso Kili - Siyabonga Zethu - Siphesihle Makinana - Sonwabo Ndawuni : chant | danse

L'Afrique du Sud



L'Afrique du Sud, ou en forme longue, la République d'Afrique du Sud, est un pays situé à l'extrémité australe du continent africain. Il est frontalier au nord avec la Namibie, le Botswana et le Zimbabwe, et au nord-est avec le Mozambique et le Swaziland. Le Lesotho est pour sa part un état enclavé dans le territoire sud-africain. La capitale administrative de l'Afrique du Sud est Pretoria, sa capitale législative est Le Cap et sa capitale judiciaire est Bloemfontein. L'Afrique du Sud se caractérise par d'importantes richesses minières (or, diamant, charbon, etc.) qui l'ont rendue indispensable pour les pays occidentaux durant la guerre froide, et par une importante population de souche européenne. Ce pays est la première puissance économique du continent africain, comportant de très nombreuses infrastructures modernes.



Un peu d'histoire

Les premiers peuples de langues bantoues émigrent du delta du Niger vers l'an 500 de notre ère et atteignent l'actuelle province du KwaZulu-Natal. C'est au 10ème siècle que des tribus bantoues (xhosas) s'installent dans la région de la Fish River (Transkei).



En 1488 débute l'histoire européenne de l'Afrique du Sud quand le navigateur portugais Bartolomeu Dias atteint le cap des Tempêtes (Cap de Bonne- Espérance) suivi en 1497 par le navigateur portugais Vasco de Gama, qui longe la côte du Natal.

L'implantation définitive d'Européens en Afrique du Sud date de 1652 avec l'établissement, pour le compte de la Compagnie hollandaise des Indes orientales, d'une station de ravitaillement au Cap dirigé par le Néerlandais Jan van Riebeeck. En 1657, plusieurs salariés de la compagnie sont autorisés à s'établir définitivement au Cap alors que des esclaves sont déportés de Batavia et de Madagascar pour pallier le manque de main d'oeuvre sur place.

En 1688, deux cents huguenots français rejoignent les 800 administrés du comptoir commercial et fondent Franschhoek. En 1691, la colonie du Cap est mise en place. Ce n'est qu'en 1770 que sont relatés les premiers contacts entre les Bantous et les Boers. Les relations sont rapidement conflictuelles et en 1779 débute la première des neuf guerres cafres (1779-1878).

En 1806, les Néerlandais cèdent définitivement la place aux Britanniques qui deviennent la nouvelle puissance coloniale. En 1835, les Boers quittent la colonie du Cap pour les territoires intérieurs de l'Afrique du Sud afin d'échapper à l'administration britannique. C'est le Grand Trek, parsemé de tragédies et de batailles (bataille de Blood River contre les Zoulous en 1838). Deux républiques boers indépendantes sont finalement fondées et reconnues par la Grande- Bretagne : la république sud-africaine du Transvaal (1852) et l'État libre d'Orange (1854).

Après l'annexion d'autres territoires tribaux, la deuxième Guerre des Boers (1899-1902) et l'annexion du Transvaal et de l'État libre d'Orange consacrent



la domination britannique sur toute l'Afrique du Sud, au prix de l'internement et de la mort de milliers de civils boers dans des camps de concentration.

En 1910, le dominion de l'Union d'Afrique du Sud est fondé à partir du regroupement des colonies du Cap, du Natal, du Transvaal et de l'Orange. Le South Africa Act établit une démocratie parlementaire avec une large autonomie et un parlement souverain. En 1912, le Congrès national africain (ANC), est fondé à Bloemfontein, revendiquant une plus grande participation des populations noires aux affaires du pays. L'année suivante, le « Native land act » est adopté. Basé sur le système des réserves établis à l'époque coloniale et dans les républiques boers, il divise le territoire sud-africain entre les terres indigènes (7% puis 13% du territoire) et les terres destinées aux Blancs et aux administrations publiques (87% du territoire).

La révolte ouvrière des Afrikaners (la dénomination devenue usuelle des Boers) du Witwatersrand en 1922, durement réprimée, permet aux nationalistes blancs de s'unifier et de remporter les élections générales de 1924 sous la direction de James Barry Hertzog. Dans les années 1930, des anthropologues et des linguistes de l'université de Stellenbosch comme Werner Max Eiselen forgent un nouveau concept social et politique qui donnera naissance à l'idéologie de l'apartheid : rejetant l'idée de société unique sud-africaine, ils proposent de séparer géographiquement, politiquement et économiquement les Noirs et les Blancs d'Afrique du Sud ainsi que les différentes ethnies entre elles, afin de maintenir et renforcer leurs identités ethniques et linguistiques et de lutter contre les effets qu'ils estiment acculturant de l'urbanisation et du travail migrant sur les structures traditionnelles africaines.

En 1948, le parti national remporte les élections générales. Le nouveau premier ministre, Daniel François Malan, met en place la politique d'apartheid, renforcé en 1956 par la suppression de la franchise du droit de vote des noirs. En 1958, Hendrik Verwoerd devient premier ministre. En 1960, le massacre de Sharpeville puis l'interdiction de l'ANC et des mouvements nationalistes africains mènent à la condamnation de la politique d'apartheid par les Nations-Unies et par la communauté internationale.



Le 31 mai 1961, le pays rompt ses derniers liens institutionnels avec la Grande-Bretagne avec la proclamation de la république d'Afrique du Sud et le retrait du Commonwealth. L'ANC débute alors la lutte armée avec Umkhonto we Sizwe.



En 1963, Nelson Mandela, l'un des chefs de Umkhonto we Sizwe est condamné à la prison à perpétuité pour terrorisme et les autres chefs de l'ANC sont emprisonnés ou exilés.

En 1976, les émeutes dans le township de Soweto contre l'enseignement obligatoire en afrikaans conduisent le gouvernement à déclarer l'état d'urgence.

En 1984, pour sortir du blocage, le régime politique est présidentialisé et un parlement tricaméral, ouvert aux Indiens et Métis, est inauguré.

Néanmoins, l'état d'urgence est de nouveau proclamé en 1986 alors que des sanctions économiques et politiques internationales isolent le pays en dépit de l'abrogation de lois symboliques de l'apartheid comme le passeport intérieur.



En 1990, le nouveau président sud-africain, Frederik de Klerk, légalise l'ANC et tous les mouvements noirs. Nelson Mandela est libéré.

En juin 1991, le gouvernement abolit les dernières lois de l'apartheid et entame un processus de transition constitutionnelle (Codesa). Celle-ci aboutit le 27 avril 1994 aux premières élections multiraciales de l'histoire du pays, remportées par l'ANC. Nelson Mandela devient le premier président noir du pays.

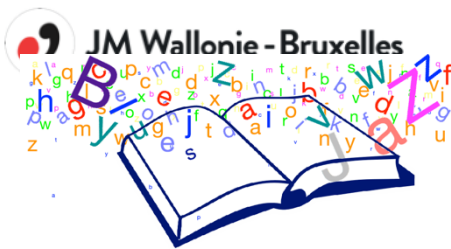
En 1995, une Commission vérité et réconciliation est mise en place puis, l'année suivante, est adoptée une nouvelle constitution sud-africaine.

De 1999 à 2008, le pays est présidé par Thabo Mbeki. Son bilan est contrasté suite aux difficultés économiques et sociales apparues lors de son second mandat, manifesté en 2008 par une grave pénurie d'électricité en Afrique du Sud et la dégradation des infrastructures.

En septembre 2008, Kgalema Motlanthe est finalement élu suite à la démission de Mbeki pour terminer son mandat jusqu'aux élections générales de 2009.

Après les élections générales du 22 avril 2009, remportées par l'ANC, Jacob Zuma, ancien vice-président de 1999 à 2005, devient le nouveau président de la République. Il prête serment le 9 mai 2009 et forme un gouvernement plus ouvert aux partis politiques minoritaires dont le parti communiste mais aussi, pour la première fois depuis 1994, le front de la liberté (droite afrikaner).





☞ Lexique

Afrikaans : langue germanique issue du néerlandais, parlée en Afrique du Sud et en Namibie, notamment par les peuples de langue afrikaans dont les Afrikaners. Le mot afrikaans signifie « africain » en néerlandais.

Afrikaner : sud-africain blanc d'origine néerlandaise, française, allemande ou scandinave qui s'exprime dans une langue dérivée du néerlandais du XVII^e siècle : l'afrikaans.

ANC : Congrès national africain est un parti politique d'Afrique du Sud membre de l'Internationale socialiste. Fondé en 1912 à Bloemfontein pour défendre les intérêts de la majorité noire contre la minorité blanche.

Apartheid : politique dite de « développement séparé » affectant des populations selon des critères raciaux ou ethniques dans des zones géographiques déterminées. Il fut conceptualisé et introduit à partir de 1948 en Afrique du Sud par le Parti national, et aboli le 30 juin 1991.

Boers : paysans en néerlandais. Pionniers blancs d'Afrique du Sud, originaires, pour la plupart, des régions néerlandophones d'Europe.

Commonwealth ou Commonwealth of Nations : organisation intergouvernementale composée de 53 États membres qui sont presque tous d'anciens territoires de l'Empire britannique. Le Commonwealth a émergé au milieu du XX^e siècle pendant le processus de décolonisation.

Franschhoek : village d'Afrique du Sud, situé dans la province du Cap-Occidental à une cinquantaine de kilomètres de la ville du Cap.

Huguenots : protestants du royaume de France et du royaume de Navarre pendant les guerres de Religion de la seconde moitié du XVI^e siècle.

Massacre de Sharpeville : épisode de répression policière dans l'Afrique du Sud sous apartheid. Il a eu lieu le 21 mars 1960 à Sharpeville, un township de Vereeniging, dans le Transvaal, et s'est soldé par la mort de 69 manifestants noirs.

Parlement tricaméral : institution législative constitué de trois chambres.

South Africa Act : loi constitutionnelle de 152 articles adoptée par le parlement britannique en 1909 et qui établissait la formation d'un dominion appelé Union sud-africaine entre les colonies britanniques du Transvaal, du Cap, de la rivière Orange et du Natal.

Township : quartiers pauvres et sous-équipés réservés aux non-blancs. Ces zones urbaines sont principalement occupées par des populations noires, mais aussi par des travailleurs indiens déplacés de force au nom des lois sur l'apartheid.



Umkhonto we Sizwe : traduit en français par « fer de lance de la nation ». Branche militaire du Congrès national africain d'Afrique du Sud qui agissait en collaboration avec le Parti communiste sud-africain contre le régime d'apartheid alors au pouvoir.



Le Township

Au début du siècle, les Africains venus d'Eastern Cape pour travailler dans les docks de Cape Town ont été déplacés par les Blancs -qui craignaient une invasion- vers une ville baptisée Ndabeni. Un début de peste bubonique dans les docks incita les autorités à décider la déportation rapide des Africains. En l'espace d'un mois, cinq mille d'entre eux se retrouvèrent parqués dans cet endroit clôturé, aux rues barrées par des grilles et où patrouillait régulièrement la police. Les logements étaient bien évidemment insalubres. A partir de 1901, l'histoire de Ndabeni s'est répétée de nombreuses fois en Afrique du Sud. Seuls les noms des gens et des lieux changeaient. Des millions d'Africains du Sud noirs ont ainsi été chassés de chez eux.

L'émergence des nouveaux townships s'est produite selon un schéma centrifuge, toujours plus loin du coeur des villes sud-africaines, vers des cités dortoirs sous surveillance. Ces endroits à la périphérie des villes étaient séparés des quartiers blancs par zones industrielles, des autoroutes, des lignes de chemin de fer, des terrains de golf et autres zones de tampons. Ils étaient conçus pour être facilement bouclés par un cordon de police en cas de rébellion. Le township noir était l'institution-clé de la ségrégation et de l'apartheid dans la cité.

Entre 1920 et 1940, la forte croissance de la population africaine urbaine poussa l'Etat à renforcer sa politique de ségrégation en contrôlant l'accès des villes aux Africains au moyen de laissez-passer. Dans les années 1940, les municipalités tentaient de contrôler l'étendue de ces quartiers, ce qui amena une forme de squat : au lieu de s'étendre vers l'extérieur, les quartiers se développaient de l'intérieur et les logements se partageaient pour accueillir un maximum d'Africains. Ce phénomène contribua à l'émergence des bidonvilles, qui représentaient, aux yeux des autorités, le désordre et le chaos. Dans ces bidonvilles, « l'indigène » urbain échappait à tout contrôle. Le pouvoir blanc allait alors imposer, à grande échelle, un nouveau modèle de cité indigène, ordonné et sécurisé : le township.



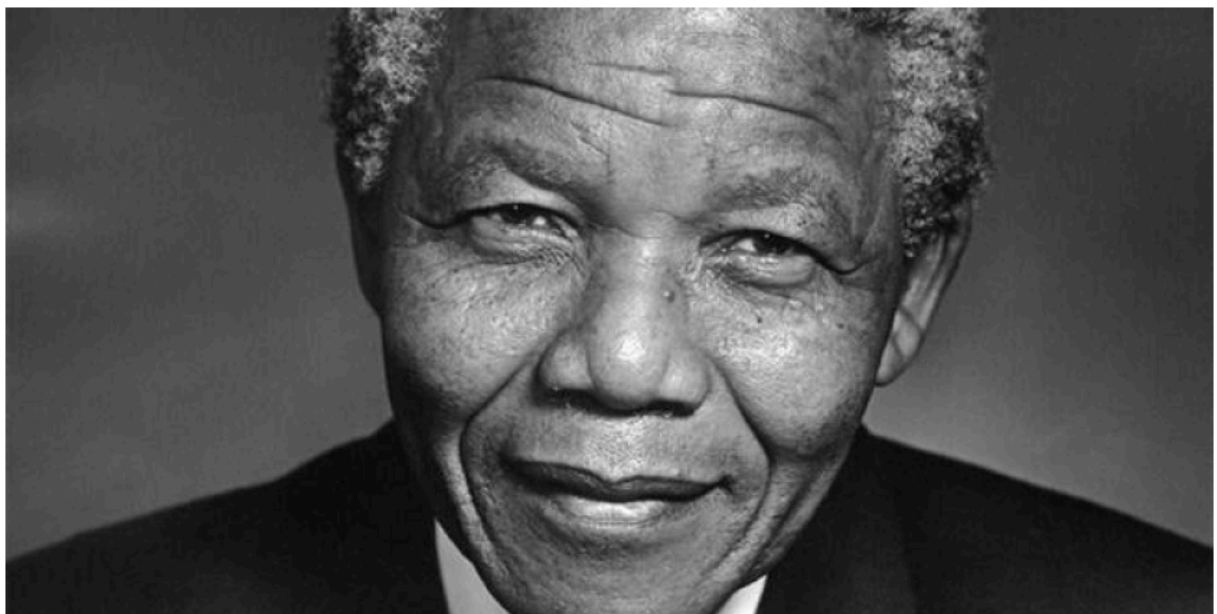
Avec leurs constructions à bas prix, standardisées, ressemblant à des alignements de boîtes d'allumettes, leurs hostels pour hommes seuls, leurs dortoirs destinés à accueillir les travailleurs migrants, les townships devinrent un instrument puissant de la politique de ségrégation du régime. Tous les résidents des townships, quel que soit leur revenu, étaient à la même enseigne : ni électricité, ni téléphone, ni distribution de courrier, des rues sans égouts, sans trottoirs, voire sans nom. Mais, à partir des années 1970 et surtout avec l'apparition d'autorités locales noires dans les années 1980, le pouvoir blanc va progressivement perdre le contrôle des townships. Les insurrections populaires et les peuplements « informels » se multiplient. Les jeunes défient ouvertement l'État et prennent possession de terrains voisins. En dehors de tout cadre

légal, des baraquements de bois, de zinc et de plastique poussent alors un peu partout sur les terrains inoccupés, brisant la régularité architecturale et l'organisation jadis imposée par le régime. La contestation va en s'amplifiant, jusqu'à imposer les premières élections démocratiques, en 1994.



Après l'apartheid, à l'heure où l'Afrique du Sud panse ses plaies et s'exerce à la démocratie, les townships sont toujours là. Les ghettos raciaux du passé sont simplement devenus les banlieues économiquement sinistrées d'aujourd'hui. Les nouvelles valeurs démocratiques ont certes balayé les anciens critères raciaux, mais l'actuelle situation économique et ses lois impitoyables maintiennent, dans les faits, la ségrégation raciale. Il serait réducteur de considérer les townships comme des banlieues « de couleurs » sinistrées où se développent le crime et la délinquance. Terrain d'une culture spécifiquement urbaine, mêlant littérature, danse et musique, ils cristallisent le sentiment communautaire et identitaire des hommes et des femmes qui luttent pour leur droit de vivre librement chez eux. Comme par le passé, c'est là que s'expriment aujourd'hui toutes les aspirations à la justice, toutes les résistances, toutes les révoltes. (D'après Ciraj Rassool, de l'Université de Western Cape - UWC)

Nelson Mandela



Né à Umtata (Afrique du Sud) le 18/07/1918, il est mort à Johannesburg le 05/12/2013. Né au sein d'une famille bantoue cultivée et influente, Nelson Mandela entreprend des études de droit. Très vite conscient de la ségrégation raciale à l'encontre des Noirs en Afrique du Sud et influencé par Walter Sisulu, il intègre l'African National Congress (ANC). Très vite, il devient l'un de ses principaux leaders, notamment avec la création de la Ligue de la jeunesse. Fondateur du premier cabinet d'avocats noirs d'Afrique du Sud, il mène des campagnes non-violentes jusqu'au massacre de Sharpeville, en 1960. Lors de cette journée du 21 mars 1960, des manifestations sont organisées pour protester

contre le port obligatoire du passeport. Le drame se produit lorsque la police ouvre le feu. On dénombre plus de 60 morts.

Le gouvernement ayant interdit l'ANC à la suite du drame, Mandela décide de poursuivre la lutte clandestinement et de prendre les armes. Il met en place des actions de sabotages et de grève générale, afin d'entretenir la guérilla. Mais dès 1962, il est arrêté puis condamné à la prison à vie en 1964. Ses 27 ans d'incarcération à Robben Island, puis à Pollsmoor, n'ont jamais entaché sa popularité.

À sa libération, il devient président de l'ANC puis négocie avec Frederik de Klerk sur le sort du pays. Afin d'honorer les efforts de Nelson Mandela et de de Klerk pour mettre fin à l'apartheid, les deux hommes reçoivent le prix Nobel de la Paix en 1993.

Puis, ils s'accordent sur un gouvernement multiracial et les premières élections présidentielles donnent le pouvoir à Mandela. Il devient le premier président noir de l'Afrique du Sud le 27 avril 1994. Il met alors en oeuvre une politique de réconciliation difficile avant de laisser la place à Thabo Mbeki, en 1999. Après un seul mandat présidentiel, Nelson Mandela se retire de la vie politique. Mais il ne cesse jamais de soutenir l'ANC.

Durant les années 2000, il s'engage cette fois dans la lutte contre la pauvreté et le sida, véritable fléau, longtemps négligé en Afrique du Sud. Mais sa santé décline, après un cancer de la prostate, il souffre d'une infection pulmonaire chronique probablement liée à ses nombreuses années d'emprisonnement. Son 90ème anniversaire en 2008 est fêté comme une fête nationale. Nelson Mandela est décédé le 5 décembre 2013 à l'âge de 95 ans.



Pour aller plus loin...

Une lecture

- «Disgrâce» (2011) - J.M. Coetzee



David Lurie (le «il» du texte par qui seul le lecteur connaîtra l'histoire) est un enseignant blasé et sans enthousiasme qui rêve d'écrire un opéra. Divorcé deux fois et traînant des histoires sentimentales pas claires, il retrouve le calme dans la ferme de sa fille Lucy. Il se met à aider Petrus, le fermier voisin et Bev, dans son refuge pour animaux. Mais Lucy est agressée, ce qui va entraîner de lourdes conséquences pour tous. Dans l'Afrique du Sud post-apartheid, il est risqué de posséder de quelconques richesses, aussi menues soient-elles. Elles sont en effet convoitées par chacun.

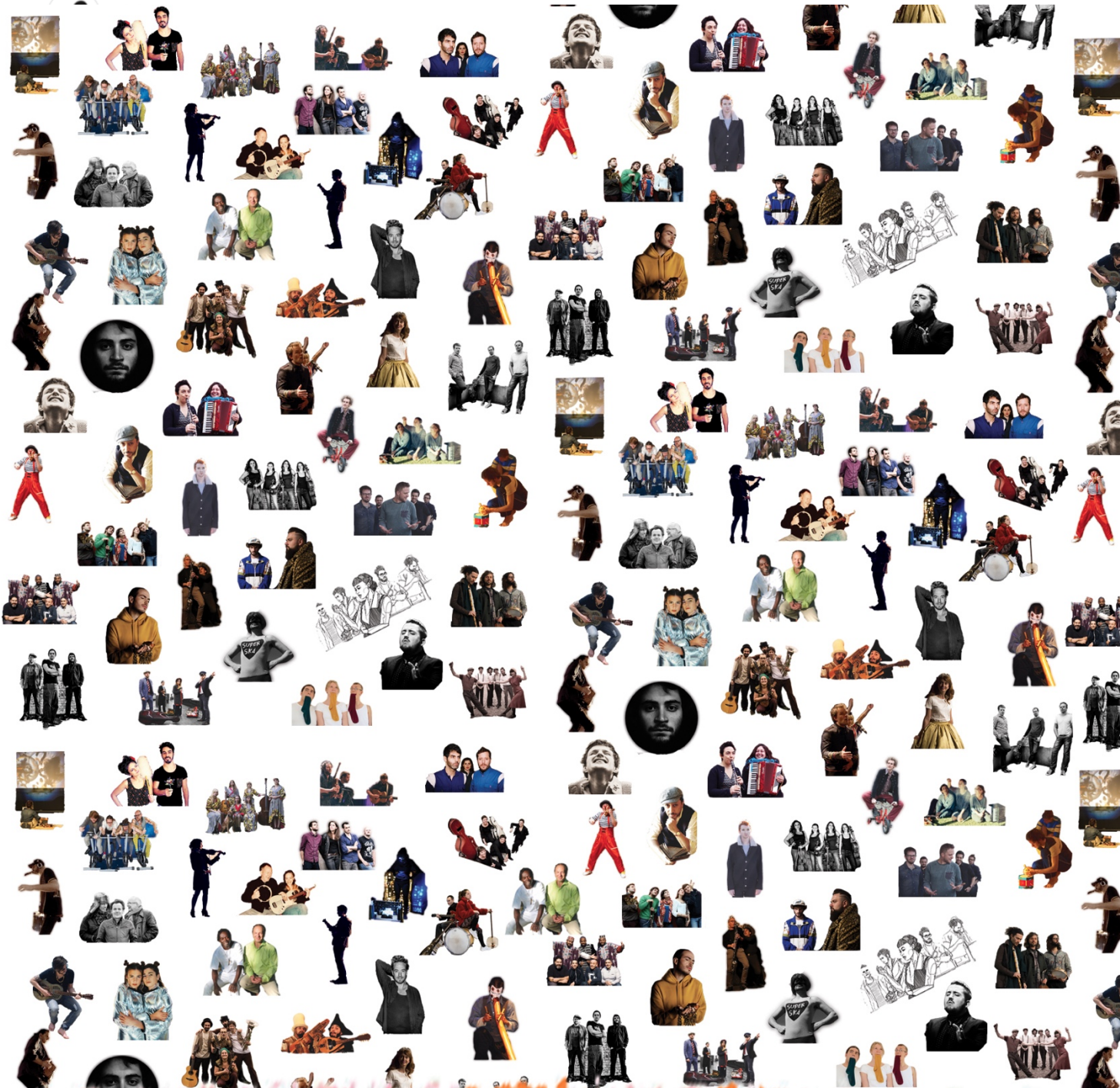
- « Le sel et le miel » (2011) - Candi Miller



Dans une Afrique du Sud déchirée par l'apartheid, la jeune Koba, issue d'une tribu du Kalahari, perd ses parents, abattus par des chasseurs blancs. Recueillie par un couple d'Afrikaners, Koba se lie d'amitié puis d'amour avec Mannie, leur fils. Mais dans une société qui prône la ségrégation raciale, il peut se révéler dangereux d'unir les différences.

👉 Des films...






FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES


Wallonie - Bruxelles
International.be

sabam
for culture